

— ArcelorMittal confirme la fermeture du site de Gandrange / Les syndicats se mobilisent

# La coulée continue



Le Conseil économique et social régional estime que plus de 2.000 postes industriels directs devraient disparaître cette année en Lorraine

(Photo: Guy Wolff)

■ La direction d'ArcelorMittal a confirmé hier à Luxembourg la fermeture partielle et la suppression de 575 emplois à l'aciérie de Gandrange, aggravant ainsi la crise particulièrement virulente que traverse actuellement

l'industrie lorraine. Dès que cette annonce a été rendue publique, les syndicats et les politiques, de gauche en général, ont exprimé leur colère et leur incompréhension. Cet après-midi, une manifestation est prévue à 15 heures

devant la préfecture de la Moselle, à Metz, histoire de maintenir la pression sur le gouvernement français qui semble incapable de tenir les promesses faites par de son président.

■ Lire en Grande Région – page 7

# Appel à la mobilisation générale

La direction d'ArcelorMittal a confirmé hier à Luxembourg la fermeture partielle et la suppression de 575 emplois à l'aciérie de Gandrange (Moselle), où les syndicats ont immédiatement appelé à une «mobilisation générale».

■ «La direction a rejeté notre projet alternatif et a confirmé la fermeture de l'aciérie électrique et du train à billettes» (installation de laminage) de l'usine mosellane, a affirmé un responsable de la CFDT, Edouard Martin, à l'issue d'une réunion du comité européen d'entreprise (CEE) du groupe tenue à son siège dans la capitale du Grand-Duché.

Une source proche d'ArcelorMittal a confirmé cette déclaration alors que la direction France du numéro un mondial de l'acier n'a fait aucun commentaire.

La direction a parallèlement annoncé un investissement de six millions d'euros dans le laminoir à couronnes et à barres du site, partie de l'usine que le groupe veut conserver, conjointement avec le centre de recherches, a précisé M. Martin.

ArcelorMittal prévoit en outre de mettre en place «un grand plan de formation sur les aciers longs européens», division dont dépend Gandrange, une preuve pour le syndicaliste que le groupe «reconnait la faille» dans le segment le plus profitable de la métallurgie.

Ce plan de restructuration, qui avait été dévoilé en janvier, doit être une nouvelle fois présenté pour avis aux syndicats de Gandrange, lors d'une session



Après avoir manifesté à Luxembourg, devant le siège d'ArcelorMittal, le 24 janvier dernier, les ouvriers de Gandrange se retrouveront cet après-midi devant la préfecture de Metz pour tenter à nouveau de se faire entendre (Photo: Reuters)

extraordinaire du comité d'entreprise (CE) de l'établissement mosellan prévue vendredi à Metz. Les syndicats français, allemands, belges, espagnols, luxembourgeois, polonais, roumains et tchèques siégeant au CE ont condamné «à l'unanimité» la décision de la direction qualifiée de «non-sens industriel et social».

«La direction a refusé sans réels arguments toutes les propositions des représentants des travailleurs et a maintenu son plan de rentabilité et de productivité des sites européens», ont-ils déploré dans un communiqué.

«ArcelorMittal a fait preuve de mauvaise foi (...) et a employé des arguments méprisants», a ajouté M. Martin en soulignant que «la direction n'avait ré-

pondu en rien à notre projet alternatif».

A la mi-mars, la CFDT et la CFE/CGC de Gandrange avaient présenté un «contre-projet industriel» prévoyant un investissement de 40 à 45 millions d'euros pour revitaliser le site, soit dix millions d'euros de moins que le coût annoncé de la fermeture partielle.

Ayant reçu en Moselle confirmation des intentions de la direction, la CGT a appelé les 1.108 salariés de l'usine à manifester aujourd'hui devant la préfecture de Moselle à Metz et à une grève de 24 heures (de ce soir 22 h à vendredi 22 h). «L'heure est à la mobilisation générale», a estimé un responsable cégétiste, Jacky Mascelli. Le Parti socialiste (PS) de la Moselle

a parallèlement demandé au gouvernement «à faire preuve de davantage de fermeté à l'égard d'un groupe qui souhaite fermer une usine uniquement pour accroître la rémunération de ses actionnaires, alors même qu'il a dégagé des bénéfices colossaux de 7,5 milliards d'euros en 2007».

En visite à Gandrange début février, le président Nicolas Sarkozy avait assuré que «l'Etat était prêt à prendre en charge tout ou partie des investissements nécessaires» pour maintenir en activité le site, et avait évoqué un possible scénario de reprise.

Plusieurs noms de possibles repreneurs ont circulé depuis mais ArcelorMittal a réaffirmé lundi que la question de la vente de l'usine «ne se posait pas». (AFP)

## En bref

### Filippetti en appelle à J.-C. Juncker

La députée PS de Moselle, Aurélie Philippetti, a rappelé hier qu'elle avait téléphoné lundi au Premier ministre du Luxembourg, Jean-Claude Juncker, pour tenter d'éviter la suppression des 575 emplois à l'aciérie de Gandrange.

«Le siège du leader mondial de l'acier se trouve à Luxembourg, et M. Juncker est président de l'Eurogroupe et l'un des candidats pressentis au futur poste de président de l'Union européenne», s'est justifiée Mme Philippetti, par ailleurs porte-parole des socialistes à l'Assemblée.

«Juncker pourra le mieux nous aider. Il nous faut une réponse européenne (car Lakshmi) Mittal joue les Etats les uns contre les autres», a développé la députée de Moselle, en critiquant en parallèle l'exécutif français.

Mme Philippetti s'en est également pris au président Nicolas Sarkozy, s'interrogeant devant la presse: «Qu'avez-vous fait, Monsieur le président?».

«Créer de faux espoirs sans obtenir les résultats promis. Pour quelqu'un qui prône le volontarisme politique, c'est un énorme désaveu», selon Mme Philippetti. (AFP)

# Un moral de plomb

Quelques mois après l'annonce de la fermeture partielle de l'usine, un plan social va être présenté vendredi 4 avril à 9 heures au GESIM à Metz. La direction d'ArcelorMittal de Gandrange va annoncer la fin du plan industriel et exposer le plan social prévu suite aux différentes expertises qui ont été menées ces derniers mois. Une réunion qui est perçue par les salariés comme une nouvelle preuve de la volonté de Lakshmi Mittal de fermer à court terme l'usine mosellane et qui motive la CGT à appeler à la grève.

■ L'appel à la grève de la CGT a été fait hier auprès des salariés de l'usine: elle débutera le 3 avril à 22 heures et se prolongera jusqu'au 4 avril même horaire.

Pour Olivo Gottardi, technicien de fabrication aux coulées continues et membre de la CGT, il n'y a pas de doute: le plan

social qui va être proposé vendredi ne sera pas à l'avantage des salariés d'ArcelorMittal et motive donc une réunion entre le préfet, la direction de l'usine et les syndicats. Cette rencontre se déroule aujourd'hui à 15 heures à la préfecture de Metz.

«Lakshmi Mittal souhaite à moyen terme fermer les usines mosellanes», explique Olivo Gottardi, «on nous a parlé de réduire les coûts de l'usine, mais quand on entend que l'aciérie électrique va être délocalisée en Allemagne, on trouve ça aberrant: le coût du transport des matières premières va être très élevé. Si les commandes sont faites en Allemagne, il est probable qu'à terme l'usine de Florange ferme également ses portes».

En 1999, lorsque Lakshmi Mittal a racheté l'usine pour un euro symbolique à Usinor, les salariés étaient confiants en l'avenir de l'entreprise: «Notre outil de travail était viable, il fallait juste investir des fonds dans le four électrique et dans le train à billettes car ces installations n'étaient plus conformes aux normes eu-

ropéennes. Lors du rachat, nous pensions que M. Mittal allait investir mais il ne l'a pas fait.»

Depuis l'annonce de la fermeture partielle de l'usine, l'ambiance est morose, les gens ont peur et l'arrivée du plan social ne soulage en rien une atmosphère déjà très tendue.

«Nous nous posons surtout des questions par rapport à l'avenir des salariés qu'ils soient nouveaux ou anciens. On nous dit que le personnel va être reclassé dans différents sites, les gens se disent d'ailleurs prêts à partir mais nous ne nous faisons pas d'illusions. Nous savons très bien qu'il n'y a pas de places dans les autres usines et qu'il est impossible de reclasser près de 600 personnes.»

La fermeture de l'aciérie électrique entraînerait la suppression de 575 postes, mais les ouvriers de l'usine pensent qu'il ne s'agit que d'un début: «L'aciérie électrique, c'est la base de tout l'édifice de fabrication», commente Olivo Gottardi, «si elle ferme, le train à billettes fermera, et à court terme c'est tout le site qui sera abandonné.»

Aux différentes annonces d'un rachat éventuel de l'usine, les salariés auraient réagi de manière mitigée, ne croyant plus à la venue d'un acquéreur potentiel et encore moins à un quelconque investissement de l'Etat français dans la société ArcelorMittal:

«Monsieur Sarkozy voudrait nous faire croire qu'il a la possibilité de prendre une décision aussi grave que celle de faire financer par l'Etat une société privée. Les ouvriers de l'usine n'y croient pas et il y a même eu un certain mécontentement lorsqu'il a annoncé qu'il n'était pas favorable à la préretraite pour les ouvriers d'un certain âge.» D'après cet employé, la moyenne d'âge au sein de la société serait de 45-50 ans: «Ces gens-là devraient bénéficier d'une dispense d'activité plutôt que d'une reconversion. De toute façon, il n'y a pas de place, alors autant la laisser à des jeunes qui ont besoin de gagner leur vie plutôt qu'à des gens fatigués.»

L'exposé de vendredi est attendu de pied ferme à Gandrange même si le moral des troupes est au plus bas.

■ Virginie Orlandi

## D'après le CESR

### «La Lorraine encaisse son 2<sup>e</sup> choc industriel»

La suppression probable de 575 emplois à Gandrange (Moselle) s'ajoute à plusieurs centaines d'autres pertes de postes industriels annoncées en Lorraine, une région qui, selon le Conseil économique et social (CESR), encaisse là son deuxième «choc industriel» en moins de 25 ans.

«La région perd actuellement environ 450 emplois par mois», selon le président du CESR, Roger Cayzelle, qui chiffre à plus de 2.000 le nombre de postes industriels directs dont la suppression devrait intervenir en 2008.

Outre ArcelorMittal et son aciérie de Gandrange, Michelin (pneumatiques) va fermer en 2009 son usine Kléber de Toul (Meurthe-et-Moselle) et licencier 826 personnes, tandis que 460 emplois sont menacés dans la chimie à Carling (Moselle), chez Total Petrochemicals France, et à Sarralbe (Moselle), chez Ineos et Arkema.

Si depuis un an, la France a perdu 42.000 emplois industriels, 11 % de ces emplois supprimés, soit 4.500, l'ont été en Lorraine, région qui ne représente pourtant que

3 % de la population nationale, note M. Cayzelle. Selon lui, il s'agit d'une «saignée» comparable à celle qu'a connue la région il y a vingt ans, lors de la crise de la sidérurgie. En 1992, la région comptait encore 210.000 emplois salariés dans l'industrie, selon des statistiques officielles. En 2006, ce total était tombé à moins de 155.000. (AFP)